

# **Citoyenneté et pratique électorale**

## **Bipolarisation du corps électoral versus bipolarisation institutionnelle**

Il n'y a pas d'année sans qu'il y ait une ou plusieurs consultations électorales. Difficile d'être dans un pays plus démocratique, d'autant que, contrairement à certains pays ou au PS et l'UMP, aucune suspicion ne plane vraiment sur la validité des résultats. Quelle que soit l'élection, c'est l'occasion de respecter un rite médiatique, où les uns viennent scander "*on a gagné... on a gagné!*" et les autres viennent expliquer qu'ils n'ont pas vraiment perdu. Et puis, les inévitables (inévitables) Diafoirus es politologie viennent présenter l'état de santé du corps électoral, qui souffre nécessairement d'un mal singulier après chaque consultation. Suivant les résultats de la prise de sang et après une analyse clinique savante, ils diagnostiquent une paralysie du côté droit ou gauche avec ou non gonflement de leur extrémité, une "absentéite" plus ou moins aiguë, une instabilité plus ou moins schizophrénique, un accès de dépression ou une bouffée délirante...

Depuis quelque temps, troquant le clystère pour l'encre sympathique, nos Diafoirus se muent en agents des services secrets pour décrypter le "*message*" envoyé par les électeurs. Le naïf penserait qu'une élection locale, par exemple, est un moyen de juger de la gestion de l'équipe sortante et de faire un choix pour la gestion à venir. Eh bien non, c'est un test, un sondage grandeur nature en quelque sorte. De fait, combien d'électeurs seraient capables de nommer plus de deux ou trois conseillers locaux de leur département et de leur région, d'énoncer une ou deux grandes mesures prises lors de la dernière mandature et d'apprécier ce qui distingue les candidats en présence, en termes de politique régionale, départementale.... D'ailleurs, que ne s'est-on moqué, lors des dernières Régionales, du Président de l'époque et de ses porte-voix, qui prétendaient qu'il ne fallait pas confondre un vote régional et un vote national. Mais c'est aussi vrai des élections partielles. Bref, derrière toute élection locale ou européenne, il faut décrypter un "*message*" national.

Que l'expression de la volonté populaire soit considérée comme un message subliminal qu'il faut décrypter pose, en soi, un problème de fond : la pertinence du suffrage universel comme instrument fonctionnel de la démocratie. Entre autres, qu'un vote Européen ou local, même partiel, soit uniquement vu comme une sorte de sondage sur l'état de l'opinion publique à propos de la politique gouvernementale ou même sur la cote de popularité du Président, en dit long, entre autres, sur la portée de la décentralisation et sa prétendue plus grande proximité citoyenne mais aussi, plus globalement, sur le fonctionnement de la démocratie. On doit donc élargir la réflexion, non en décryptant un message secret, mais en faisant une analyse approfondie des comportements électoraux sur la longue durée.

Trois traits fondamentaux peuvent être retenus de cette analyse chiffrée, que n'évoque pas le "*déchiffrage*" de nos apprentis des services secrets.

Vote rituel plutôt que vote représentatif.

Abstentions et votes contestataires.

Représentativité et légitimité des élus.

## **1. Vote rituel plutôt que vote représentatif.**

Il est régulièrement rappelé que l'essentiel des normes juridiques, donc des cadres régissant la vie quotidienne, est élaboré au niveau européen d'une part, et au niveau local, d'autre part. Or c'est à l'occasion des élections à ces niveaux que le taux d'abstentions est le plus élevé. Et même au niveau national, on constate un net écart entre le taux d'abstentions aux présidentielles et aux législatives, ainsi 17,5% et 40,7%. en 2007 respectivement, 20% et 43% en 2012.

La notion de législateurs représentatifs est totalement oubliée. Les décisions des autorités politiques sont perçues (subies) comme émanant d'une technocratie lointaine et opaque (l'Europe) ou de gestionnaires essentiellement en charge de problèmes techniques (Collectivités territoriales). D'où le développement du lobbying d'une part et de protestations directes et ponctuelles (manifestations, associations de défense de...), les élus n'étant pas considérés comme instruments du débat démocratique.

L'élection présidentielle mobilise l'électorat comme un rite collectif, correspondant à la fois à la société du spectacle et à la trace souterraine de monarchisme. Quand aucun candidat n'a le profil médiatique ou monarchique convenable, le bon peuple disperse ses voix dans un joyeux désordre. Ce que l'on vit en 2002 avec un Chirac, présenté comme un roi fainéant, usé, menteur et ridicule, face à un Jospin, perçu comme un rond de cuir triste et sans panache. Mais, une fois passé le Carnaval, le bon peuple s'est ressaisi et "acclama" massivement le vieux roi, faute de mieux et convaincu fantasmatiquement d'éviter le pire.

Quoi qu'il en soit, le Président étant élu pour régner, non pour gouverner, celui-ci voit plus ou moins rapidement sa cote de popularité s'effondrer et les mesures gouvernementales systématiquement contestées par la rue. L'avant-dernier en date a singulièrement accentué cette singularité, la tirant même vers un monarchisme féodal. Ayant remplacé le Nous par le Moi, flanqué d'une cour aussi servile qu'incompétente et frivole, il fut perçu comme un Régent agité, infatué, népotique... bref sans majesté. Aussi a-t-on vu certains vassaux faire dissidence afin de trouver un autre successeur, mais qui soit tout de même de la même "Maison", comme on disait à l'époque des Orléans et des Bourbons..

Et, comme dans la tradition catholique où l'on disait qu'à un pape gras devait succéder un pape maigre, à un réformateur un conservateur, notre Président actuel a, de lui-même, voulu se présenter comme un placide en opposition à un agité. Il n'est pas sûr que la fonction y ait vraiment gagné en prestige, j'allais dire en majesté, et le Gouvernement en autorité.

Mais venons-en à ce qui est conçu par nos experts soit comme un dysfonctionnement conjoncturel, soit, au contraire, comme une autre singularité française : l'abstention et surtout la dispersion des voix vers des candidats ou des partis marginaux. Heureusement, disent-ils, que le système électoral en élimine les effets nocifs. Cependant depuis 2002, le phénomène semble s'amplifier, d'où l'énoncé de certaines explications, le plus souvent inconsistantes, quand elles ne sont pas méprisantes.

## **2. Abstentions et votes contestataires**

L'abstentionnisme est régulièrement l'objet d'explications lamentées, sinon lamentables. Selon les cas, on y voit le signe d'un malaise conjoncturel, d'une mauvaise connaissance des enjeux ou de la montée de l'incivisme. Une fois avancées ces jugements à l'emporte-pièce, on passe aux choses sérieuses, c'est-à-dire le commentaire des résultats en %

des exprimés, ignorant donc la portée politique du phénomène. En fait, il s'agit d'un phénomène majeur qui pose le problème du rapport entre **souveraineté populaire et pratique électorale**.

Tout d'abord, nous venons de voir la différence de comportement selon la nature de l'élection, n'y revenons pas. Mais surtout l'abstention ne concerne pas uniformément les différentes couches sociales. L'abstentionnisme est très nettement supérieur dans les milieux populaires. Ainsi, lors des dernières régionales, le taux avoisina ou dépassa les 70% dans certaines communes du 93 (Bobigny 75%, Clichy sous Bois 75%, Stains 77% ...) ou dans les villes ouvrières (Sarreguemines 72%, Roubaix 69%, Verdun 69%, Longwy 67%, Metz 67%...) et en Gironde par exemple, Lormont et Cenon ont des taux respectivement de 64 et 63% contre 54 au Bouscat et 51 à Gradignan. On a constaté le même phénomène lors des élections législatives de 2012 : pour ne prendre que deux exemples : Longwy 64% et Meudon 41%.

Il faut ajouter à cela un différentiel notoire en termes d'inscription sur les listes électorales. A titre d'exemple, dans le 92, Gennevilliers a un taux d'inscription de 47,8% et Levallois de 73,6%, et en Gironde, Lormont 49,5% et Le Bouscat 72,5%. Aussi, autre exemple, à Saint Denis, avec un taux d'inscription de 40% et un taux d'abstentions de 60%, le maire élu aux dernières municipales avec un score officiel de 51% ne représente que 20% des inscrits et 8% de la population totale.

Comportement qui remonte aux origines même de la République et du suffrage universel, contemporains de la naissance du capitalisme industriel. Se développe alors dans le nouveau salariat industriel et l'intelligentsia progressiste une opposition radicale à la démocratie bourgeoise, en dénonçant, entre autres, l'illusion électoraliste. Non seulement les syndicats révolutionnaires, mais aussi les premiers partis ouvriers, comme la SFIO, refusent de participer à quelque gouvernement bourgeois que ce soit. Les plus radicaux s'abstiennent ou votent nul en inscrivant des slogans sur leur bulletin, les autres votent SFIO. Si bien que le total (Abst + votes "contestataires") atteint entre 40 et 45% du corps électoral. Taux qui se confirme jusqu'à aujourd'hui (voir doc p 7 et 8).

Pour comprendre ce phénomène il faut le replacer dans une perspective historique et théorique plus large, posant la question du rapport démocratie - monde du travail.

*[Il est possible, de reporter la lecture de cette rétrospective historique, et de passer immédiatement à l'analyse chiffrée du phénomène en question, à partir de la page 6]*

-----

## **Histoire d'un divorce**

La constance de ce taux (abst.+ votes "contestataires") relativise le discours actuel sur la prétendue dépolitisation de la population française, sauf à admettre qu'on serait en face d'une donnée structurelle. Myopie et même contresens. C'est, au contraire, parce que le Peuple français est exceptionnellement politisé qu'une partie importante des citoyens est insatisfaite du jeu électoral. On peut même penser que ce sont les plus politisés qui montrent ainsi leur insatisfaction. Pour comprendre ce phénomène il faut mettre en perspective la réalité socio-économique, dans son évolution, et le système électoral, dans ses différentes modalités.

## Citoyen et/ou électeur.

Il faut remonter à la naissance de la démocratie moderne, telle que les penseurs des Lumières en particulier la conçoivent. Dans le prolongement de la démocratie athénienne où seuls sont citoyens les hommes libres, à l'exclusion du monde du travail constitué d'esclaves et de métèques. Les pères de la démocratie moderne conçoivent le peuple comme une entité abstraite, constituant l'unité du corps politique, mais qui ne se confond pas avec tout le corps social.

*“Contrairement à l'égalité civile ce n'est pas une revendication qui plonge ses racines dans le XVIII<sup>e</sup> siècle. Aucun homme des Lumières ne réclamait le droit de vote pour tous. L'idée moderne de suffrage universel ne se trouve pas dans Rousseau. Elle est pratiquement absente des cahiers de doléances.”* (Rosanvallon, « Le sacre du citoyen »)

Le citoyen doit être un homme libre, habité par la vertu civique. Ce qui n'est pas le cas de la “multitude” des travailleurs.

*“Méfiez-vous du jugement de la multitude dans les matières de raisonnement et de philosophie, sa voix est alors celle de la méchanceté, de la sottise, de l'inhumanité, de la déraison et du préjugé [...]. La multitude est ignorante et hébétée.”* (Diderot, “article : la multitude, l'Encyclopédie”)

*“C'est (la populace) une espèce de gros animal, privé d'yeux, d'oreilles, de goût et de sentiment (...) C'est une masse d'individus à qui on persuade ce qu'on veut ; qui pense ce qu'on lui fait penser pour son bien, contre son bien, n'importe.”* (Rétif de la Bretonne, “L'Andrographe”)

*“Le “peuple” est composé d'animaux au-dessous de l'homme, espèce de bétail qu'on vend et qu'on achète avec la terre.”* (Voltaire, “Lettres philosophiques”.)

Les penseurs de la révolution partageront cette vision jusqu'aux premiers mois de 89. Sieyès, par exemple, considère que les travailleurs sont trop dépendants de ceux qui les emploient et trop abrutis par leur travail pour participer à la vie politique.

Condorcet lui-même n'envisage vraiment que seuls les propriétaires peuvent être citoyens. Ainsi, écrit-il dans sa *Déclaration des droits*, au début de 89 :

*“Les conditions naturelles pour exercer des droits de cité ou jouir de cette capacité, seront les cinq suivantes : être propriétaire ; n'être accusé ni convaincu d'aucun crime ; n'être point juridiquement déclaré atteint de démence ou de stupidité ; avoir l'âge où la loi civile accorde le droit de gouverner soi-même ses propriétés ; n'être dans la dépendance d'aucun individu ni d'aucun corps.”*

Mais ce qui ne devait être qu'une réforme politique radicale instaurant une monarchie constitutionnelle et parlementaire se transforme en révolution sociale totale. On ne change pas de régime, on change de société. Et ce, justement par l'émergence du peuple à partir de l'été 89. La fameuse “multitude” se manifeste politiquement avec la puissance d'un tsunami qui non seulement détruit l'ancien régime mais aussi déchire l'image négative du peuple. Ainsi, Sieyès et Condorcet, évoqués à l'instant, modifient radicalement leur discours et estiment que la pleine citoyenneté doit être désormais reconnue à tous. Dans son projet de Constitution, Condorcet prévoit le suffrage universel, certes dans un système indirect complexe, mais surtout en insistant sur la nécessité d'éduquer le peuple afin “d'instituer” des citoyens autonomes et responsables.

Cependant, la première constitution de 1791 instaure un système censitaire. Système qui sera repris dans toutes les constitutions jusqu'en 1848, à l'exception de celle de 93, qui prévoyait le suffrage universel mais ne fut pas appliquée. Si bien qu'après le choc de la vague populaire des premières années de la Révolution, la défiance vis-à-vis du monde du travail (domestiques, ouvriers et paysans sans terre) persiste, toujours sous les mêmes critères : absence d'autonomie et d'intérêt civique. Pour autant, pendant cette période d'un demi-siècle, le peuple n'est pas absent de la vie politique. Comme des répliques du séisme de 89, l'ordre rétabli après le 18 brumaire et la Restauration est ébranlé par des secousses populaires, 1830 et 1848 par exemple. **Où l'on voit la manifestation de la fracture entre la masse du corps électoral, principe de légitimation du pouvoir, et plus largement de l'ordre social, d'une part, et l'expression directe du peuple rappelant les principes révolutionnaires de la démocratie, que tout pouvoir en place finit par oublier, pervertir ou trahir, d'autre part.**

A ce propos, la période transitoire qui, de 1848 à 1871 conduit à l'installation définitive de la République, est particulièrement éclairante. Dans l'euphorie populaire de 1848, l'Assemblée constituante élue cette même année se compose de 77% de députés républicains et socialistes. Dès l'année suivante, c'est le Parti de l'Ordre qui l'emporte (64%) et les héritiers de 1848 (Montagnards et Républicains) n'obtiennent plus que 36% des sièges. Parti de l'Ordre qui obtient des scores à la Soviétique sous le Second Empire (entre 75 et 90%).

L'effondrement du régime après la guerre de 70 voit naître la 3<sup>e</sup> République. Mais la Commune et sa sanglante répression, déclenchent dans la "France profonde" un réflexe de retour à l'ordre ; si bien que la première assemblée républicaine est constituée de 61% de députés monarchistes. Les divisions des monarchistes et la sottise de Mac Mahon convainquent que l'ordre doit changer de mains, et les élections de 1876 donnent une large majorité aux républicains de différentes obédiences (66%). Pour utiliser les métaphores de Michéa : la défense de l'ordre passe des Blancs aux Bleus, d'autant que ceux-ci ont montré en 71 avec quelle poigne ils savaient mater les Rouges et continueront de le montrer ensuite dans la répression souvent meurtrière à l'égard des mouvements ouvriers. Le très radical Dreyfusard, Clemenceau, deviendra "le premier des flics de France », utilisant mouchards et provocations policières, n'hésitant pas à tirer sur des manifestants à Draveil le 30 juillet 1908, d'où un de ses surnoms : "l'empereur des mouchards".

## **Alternance versus alternative**

On peut voir ainsi que jamais l'élection n'accouche d'un véritable changement politique. Au mieux, elle entérine un changement né d'une crise, pour ensuite pérenniser le nouvel ordre, permettant une alternance des gouvernants ne se distinguant que sur des points secondaires sans remettre en cause le système. C'est la différence entre l'alternance, liée à la pratique électorale, et l'alternative, issue d'une crise interne ou externe, plus ou moins violente.

A partir de la 3<sup>e</sup> République, le suffrage étant devenu définitivement universel, on pouvait penser que l'élection était devenue la forme normale de l'expression de la souveraineté populaire. De fait, il n'y aura plus de mouvements populaires insurrectionnels, type 1830 ou 1848. En réalité la fracture persiste et même se creuse. Mais, le mode d'expression des "exclus" change à la fois dans sa finalité et dans ses modalités. Plus question de servir de force de frappe pour les revendications de la bourgeoisie progressiste, la Révolution ne sera plus seulement éthique et politique, mais sociale et économique. Ainsi, les partis et syndicats ouvriers ne s'engagent pas dans l'affaire Dreyfus, qu'ils considèrent comme un problème interne à la bourgeoisie. L'objectif est toujours la révolution, mais pour

transformer le monde du travail ; et les modalités ne sont plus celles de l'insurrection armée, mais celles de la lutte économique par la mobilisation et l'organisation des travailleurs et la grève. La grève générale étant l'objectif final, qui paralysera le système et contraindra d'en changer.

Le monde du travail peut désormais voter, mais il s'est transformé. Le prolétariat de l'industrie capitaliste prend vite conscience, non seulement que le bulletin de vote ne change rien à ses conditions de vie, mais aussi qu'il ne jouit d'aucun droit au sein de l'entreprise, la citoyenneté s'arrête aux portes des usines. Jaurès traduira magistralement cette réalité dans son Discours à l'Assemblée Nationale du 21 nov 1893

*Oui par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement : ils révoquent, ils changent leurs mandataires, les législateurs et les ministres ; mais, au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est, dans l'ordre économique, réduit à une sorte de servage.*

*Oui ! Au moment où il peut chasser les ministres du pouvoir, il est, lui, sans garantie aucune et sans lendemain, chassé de l'atelier. Son travail n'est plus qu'une marchandise que les détenteurs du capital acceptent ou refusent à leur gré...*

*Il est la proie de tous les hasards, de toutes les servitudes et, à tout moment, ce roi de l'ordre politique peut être jeté dans la rue.*

Le "Grand Jour" (ce qui sera plus tard appelé le "Grand Soir") n'a jamais eu lieu et, progressivement, le maintien de l'objectif révolutionnaire deviendra essentiellement rhétorique. Cependant, au cours de cette période (de la 3<sup>e</sup> République à nos jours), les changements sociaux en profondeur seront liés à des moments d'expression populaire exceptionnels : 36, la Résistance et la Libération et, de manière plus ambivalente, 68. Mais surtout, pour ce qui nous intéresse ici, dans toutes les élections, une partie de l'électorat, dans une proportion quasi constante, se marginalise par rapport aux partis et candidats se présentant pour gouverner.

-----

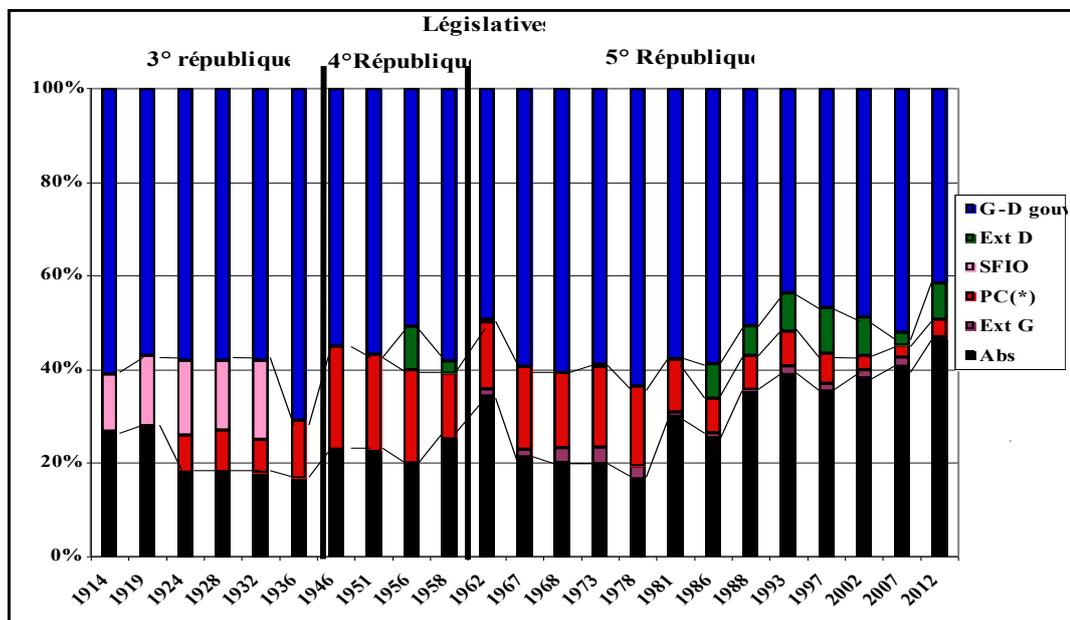
On peut donc revenir, après cette annexe historique, à l'analyse des documents électoraux, qui permettent de chiffrer et de visualiser ce phénomène. En notant, toutefois que pour l'appréhender, il faut sortir des catégorisations officielles. Il faut aussi y voir un comportement électoral qui a un sens politique important : la non-adéquation du principe démocratique de la volonté populaire et la pratique du suffrage universel. On devrait dire les pratiques, car on la retrouve sous des formes différentes, dans tous les pays se considérant comme démocratiques. Les prétendues révolutions printanières arabes en font l'amère expérience, trahies ou récupérées et défigurées grâce, ou plutôt à cause des élections qui ont suivi.

Cette rétrospective me semble d'autant utile que nous sommes arrivés au bout des expériences politiques électoralistes et que le vrai pouvoir n'est plus au bout des élections, ni au bout du fusil, comme le disaient certains naguère. Ou plutôt c'est le pouvoir, aux visages multiples et souvent cachés de ceux qui financent et les élections et les fusils.

	1914	1919	1924	1928	1932	1936	1946	1951	1956	1958
Abs	27	28	18	18	18	17	23	22,5	20	25,2
PC			8	9	7	12,5	22	20,8	20	14,1
SFIO	12,5	15	16	15	17	16,3				
XG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
XD	0	0	0	0	0	0	0	0	9,2	2,5
GD	61,5	57	58	58	58	71,5	55	56,8	50,8	58,2



	1962	1967	1968	1973	1978	1981	1986	1988	1993	1997	2002	2007	2012
Abs	34,4	21,3	20	19,9	16,7	30	25,4	35,6	39	35,4	38,4	40,7	47
PC (*)	14,3	17,7	16	17,3	17,1	11,3	7,3	7,3	7,3	6,4	3	2,5	3,9
XG	1,5	1,7	3,2	3,5	2,7	0,9	1,1	0,2	1,9	1,6	1,7	2	0,5
XD	0,6	0	0	0,4	0	0,2	7,5	6,3	8,2	9,7	8,3	2,8	7,7
GD	49,2	59,3	60,2	58,9	63,5	57,6	58,7	50,6	43,6	46,7	48,9	52	42



(\*)Front de gauche en 2012

Rappel de l'observation générale : le cumul des abstentions et des votes "contestataires" oscille entre 40 et 45% pendant toute la période. Mais la répartition entre ces deux éléments évolue tendanciellement en trois grandes périodes, largement liées à l'évolution du PC et plus profondément, bien sûr à l'évolution du monde du travail, donc aux changements des structures du capitalisme.

### 1° Période (1914 – 1981). Passage du "témoin" de la SFIO au PC

L'arrivée du PC, en 24, ne change pas ce taux, mais fait baisser l'abstention de 28% à 18%, autrement dit, il capte les plus radicaux opposants au système. Après la parenthèse du Front populaire et surtout après la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, où la SFIO devient un parti de gouvernement, le PC est seul à capter cet électeurat, regroupant 1/5 des inscrits et 1/4 des exprimés. On peut donc estimer que structurellement 40 à 45% de l'électorat, avec des motivations diverses, exprime, par l'abstention et un vote contestataire, une opposition, ou, en tout cas, une nette défiance, vis-à-vis des partis de gouvernement, et partant du système représentatif. Mais, pour autant il y a participation à la vie politique à travers l'action syndicale qui joua un rôle déterminant dans la transformation sociale de cette époque (en

particulier de 45 à 80). A quoi il faut ajouter le rôle régulateur et porteur d'espoir pour beaucoup, des politiques municipales du PC dans les zones ouvrières.

Dans la même veine, on peut constater qu'en 1956 la petite classe moyenne rurale, atteinte par les mutations économiques structurelles, envoie 50 députés poujadistes après un score de 9% des inscrits et près de 15% des exprimés réunis sur le mot d'ordre "*Sortez les sortants*", Poujade martelant que ces députés étaient élus, non pour participer au système mais pour le détruire.

### **2° Période (1981 –2007) Période de transition où cet électorat se disperse.**

A partir de 1988, le PC qui amorce sa chute, avant l'effondrement final, partage cet électorat avec le FN. Cependant, le PC regroupait non seulement le prolétariat mais aussi une partie non négligeable de la petite classe moyenne urbaine (fonctionnaires, enseignants etc.) qui répugnent à voter FN, au même titre que la majorité des ouvriers. Aussi voit-on depuis 2002, cet électorat contestataire s'amplifier et se porter de manière déséparée vers l'extrême Gauche, ou Chevènement, voire Bayrou en 2007, Mélenchon en 2012. Tout cela sans lendemain et c'est l'abstention (exception faite des Présidentielles) qui devient la forme majeure de cette contestation du système, accompagnant la prolétarisation d'une partie de plus en plus importante de cette petite classe moyenne. Phénomène d'autant plus massif que le syndicalisme a largement perdu son rôle d'impulsion d'initiative sociale et que les fameuses banlieues ouvrières ou se sont embourgeoisées et passées à droite ou sont dans le désordre et le désarroi, conduisant à la déshérence politique.

### **3° Période : La "dédiabolisation" du FN et la montée de l'abstentionnisme.**

C'est l'occasion de faire un peu le point sur le FN.

Depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN en 2011, le changement de discours, de stratégies et l'arrivée de nouveaux dirigeants, nettement extérieurs à l'extrême droite, les données du problème semblent se modifier sensiblement.

On peut d'abord rappeler la myopie politique qui voyait dans le FN une « irrésistible et dangereuse » ascension du fascisme en France, en particulier en 2002 (alors que le % par rapport aux inscrits avait légèrement diminué). Même avant Marine, il fallait distinguer les premiers dirigeants, dont beaucoup sont partis, et les électeurs.

La majorité des électeurs du FN ne sont pas plus fascistes que les électeurs de Laguiller ou Besancenot (7% des inscrits et 10% des exprimés en 2002 par ex) n'étaient trotskistes ou que les électeurs du PC, entre 45 et 80, n'étaient staliniens. Par ailleurs, les appréciations sur les fluctuations du FN montrent le peu de sérieux des commentateurs. Ils le voyaient dangereusement exploser en 2002, alors que le score obtenu (11,5% des inscrits) était le même qu'en 1995, le voyait moribond en 2007, alors que Le Pen totalisait encore 8,6% des inscrits, et le voit renaître de ses cendres en 2010, alors qu'il plafonne à 5% des inscrits.

En réalité, l'extrême droite n'a jamais eu plus de 0,5 à 2%, et encore quand il y avait un candidat. Il n'y a donc pas d'électorat idéologiquement d'extrême droite. Puis brusquement, en 1988, Le Pen obtient 14,4% des suffrages exprimés, soit 11,5% des inscrits. Il n'y a pas eu de révélation divine qui a fait prendre conscience à plus de 4 millions de Français que quoi qu'ils aient voté auparavant, ils étaient fondamentalement, génétiquement en quelque sorte, fascistes, néonazis, racistes... Certes, il y a le talent de Le Pen, capable d'opérer cette mue dans une partie de l'électorat. Peut-être, mais il s'était présenté en 1974 et obtenu 0,6 % des inscrits.

## **Le contexte socio économique, politique et culturel.**

Mais entre 1974 et 1988, bien des choses ont changé. Le chômage a presque triplé et semble s'installer durablement et avec lui la peur du lendemain. Les quartiers populaires (HLM), images de l'amélioration de la qualité de vie des classes populaires, dans les années 70, commencent à devenir les quartiers difficiles avec une nouvelle population, dans la deuxième moitié des années 80.

Il y a eu de 1972 à 1981, la longue gestation du programme commun de la gauche et les espoirs d'en finir avec la crise et d'envisager une nouvelle société fondée sur les services publics et la justice sociale. Puis, il y a eu, en 1983, le revirement à 180° de la politique gouvernementale faisant davantage penser au modèle thatchérien qu'à celui de la Libération ou du Front populaire. D'autre part, l'Europe prend de plus en plus de place dans les projets politiques de cette gauche que les classes populaires ont du mal à suivre. Et d'ailleurs c'est lors des Européennes de 1984 que le FN sort de l'ombre électoralement en arrivant en quatrième position, à 50 000 voix du PC.

Cet "épaule contre épaule" du PC et du FN, n'est pas seulement arithmétique. Il est aussi sociologique. C'est dans les bastions traditionnellement communistes que le FN fait les percées les plus importantes (voir les cartes dans les pages suivantes). De fait de 1981 à 1988, le PC passe de 12,2% des inscrits à 5,4%, alors que le FN passe de 0 à 11,5%. Il n'y a évidemment pas transfert brutal des communistes vers le Front national. Mais le vote communiste, comme on l'a vu précédemment n'est pas un vote idéologique. Pour certains sans doute, mais pour la grande majorité il s'agit de ce vote contestataire structurel, d'autant plus prompt à aller voir ailleurs que l'espérance de 81 lui apparaît comme une trahison et qu'il repense qu'il n'y a rien à attendre de la participation au gouvernement. Et bien évidemment il reproche au PC de le lui avoir fait croire.

## **Effondrement du PC et dispersion des voix contestataires**

C'est à partir de cette date que la fraction constante de l'électorat qui réunit abstentionnistes et partis "contestataires" se diversifie, se complexifie, et fait une place de plus en plus importante à l'abstention, hors des présidentielles. 2002 sera le point culminant de cette dispersion des voix, exprimant le désarroi d'un électorat qui ne fait plus confiance aux deux "grands" (Jospin + Chirac = 25% des inscrits) partis de gouvernement. Cette nouvelle vague de "contestataires", de la fameuse classe moyenne, chère à certains sociologues, ne vote évidemment ni pour le PC qui est devenu hors-jeu, obsolète diraient les économistes, ni pour le FN, qui à l'époque est tout entier ramené à Le Pen, tout de même peu fréquentable. On peut dire que de 2002 à 2012, on est dans une période de mue de l'électorat, qui annonce, vraisemblablement, un bouleversement de la vie politique et de la société française. Et d'ailleurs, l'accélération et l'aggravation de l'effondrement économique et culturel de l'Europe y invitent sérieusement.

## **Et demain ?**

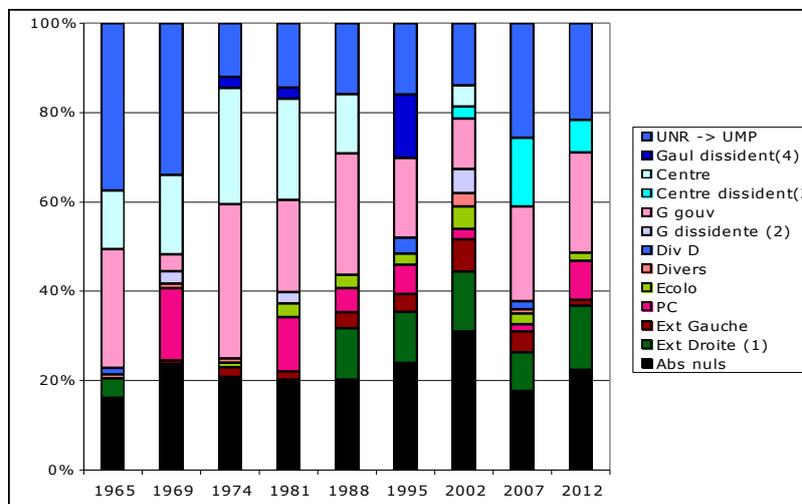
On ne va pas lire dans le marc de café, d'autant que, à l'aube d'une révolution au sens idéologiquement neutre, il est impossible de prévoir ce qui sortira de ce qui va d'abord être un grand désordre, et nos instruments conceptuels devront être et restaurés dans leurs vraies significations, mais aussi renouvelés. Il ne faut pas regarder dans le rétroviseur, selon la formule imagée de ceux qui veulent toujours aller de l'avant, les mains solidement rivées au volant et le regard fixant la ligne d'horizon. Je ne vais pas me lancer dans une critique philosophique, trop facile, de ce genre d'ânerie. Depuis le début, je regarde dans le rétroviseur, comme il est prudent en voiture et indispensable dans la compréhension du présent dont, évidemment, l'horizon ne nous dira jamais rien. Et pour en terminer avec cette partie sur le sens et l'évolution du couple abstention - votes contestataires, j'invite à consulter

les tableaux qui suivent et surtout les cartes qui sont exceptionnellement révélatrices de ce phénomène.

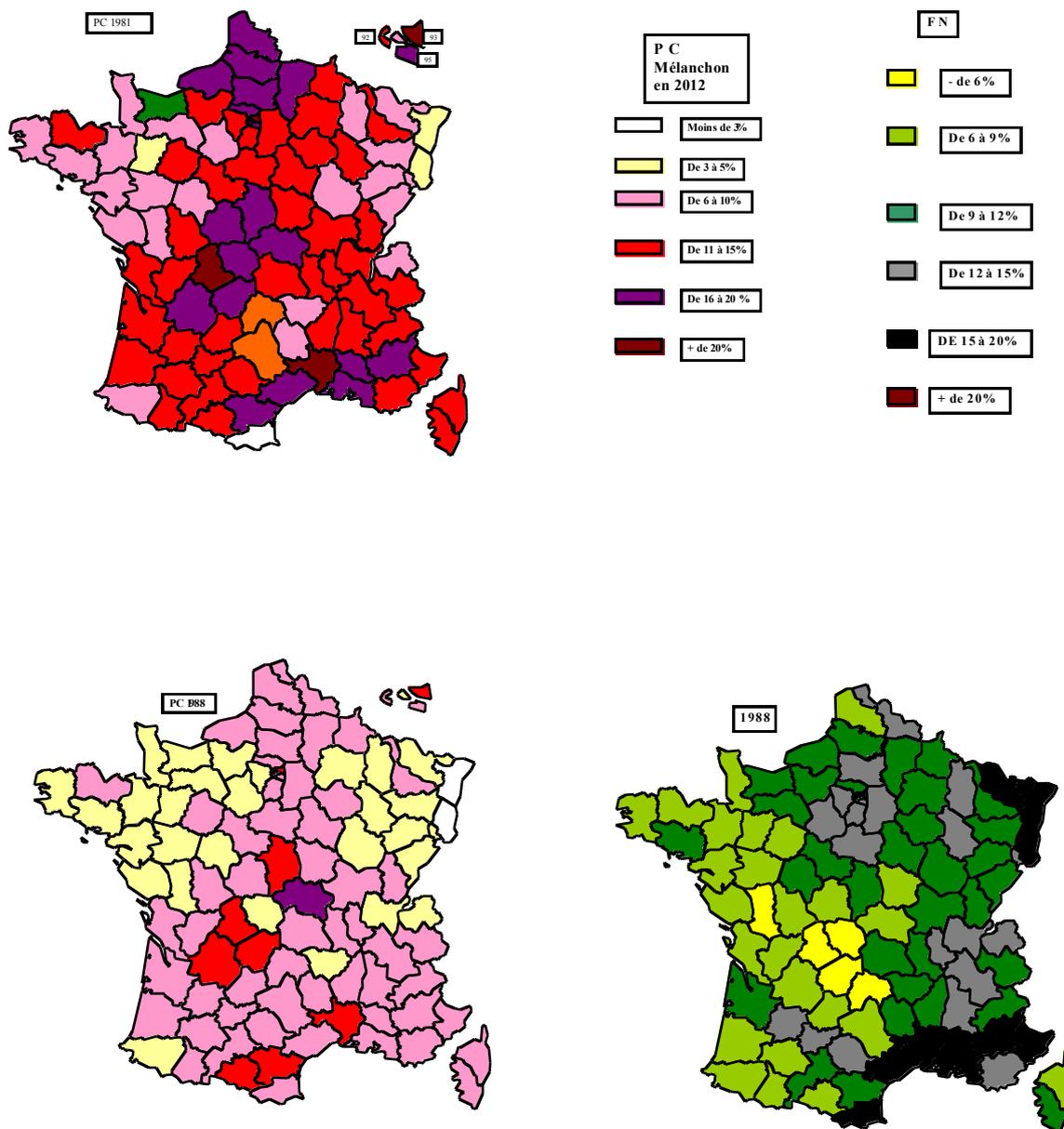
## Présidentielles En % des inscrits

	1965	1969	1974	1981	1988	1995	2002	2007	2012
Abs nuls	16,3	23,7	20,2	20,2	20,2	23,9	30,8	17,7	22
Ext Droite	4,4	0,8	0,6		11,5	11,4	13,3	8,6	14
Ext Gauche			2,2	1,8	3,6	4	7,2	4,7	1,3
PC(1)		16,2		12,2	5,4	6,6	2,3	1,6	8,6
Ecolo			1	3	3	2,5	5	2,4	1,8
Divers	0,9	1	1				3	0,9	
Div D	1,5					3,6		1,8	
G dissidente		2,8		2,6			5,3		
Centre dissident							2,7	15,3	7,1
Gaul dissident			2,5	2,5		14,2			
G gouv	26,9	3,8	34,5	20,6	27,2	17,8	11,2	21,3	22
Centre	13,2	17,8	26	22,6	13,2		4,7		
UNR -> UMP	37,8	33,9	12	14,4	15,9	15,9	13,8	25,6	21,2
(1) Mélenchon en 2012 2007 et 2012					(2) Bayrou en				

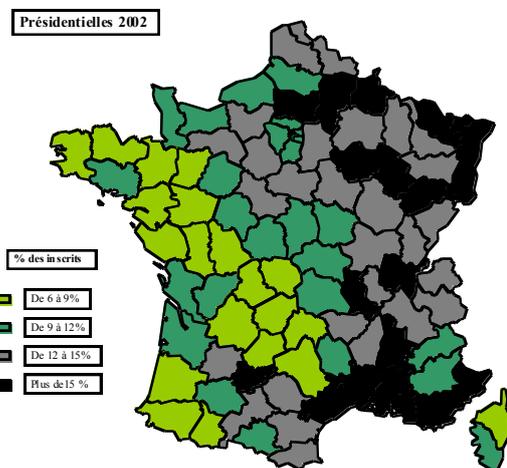
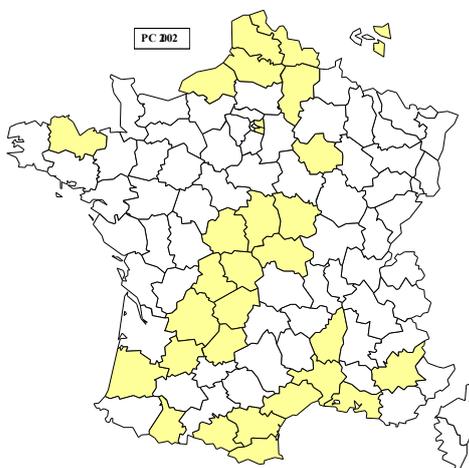
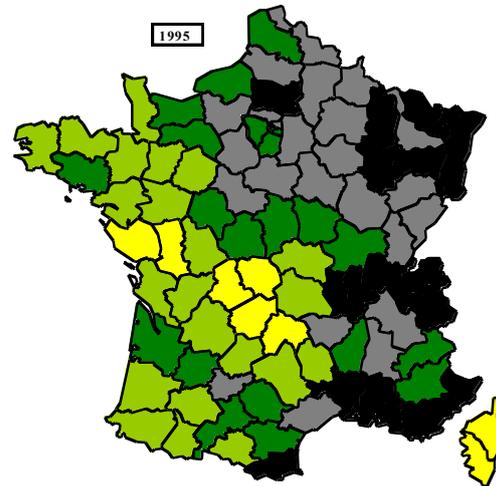
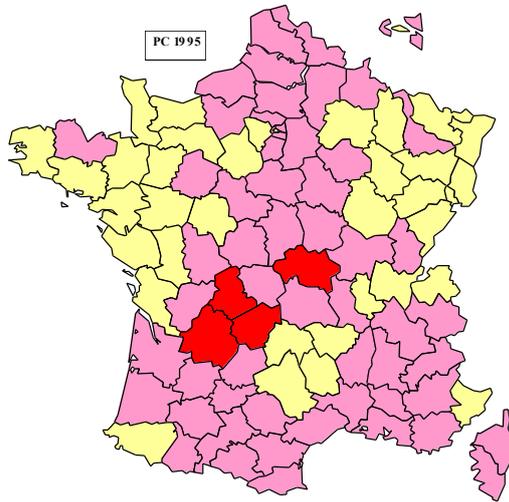
G dissidente : Crépeau (81),  
Chevènement(2002)  
Centre diss : Madelin(2002),  
Bayrou(2007)  
RPR diss: Balladur(1995)



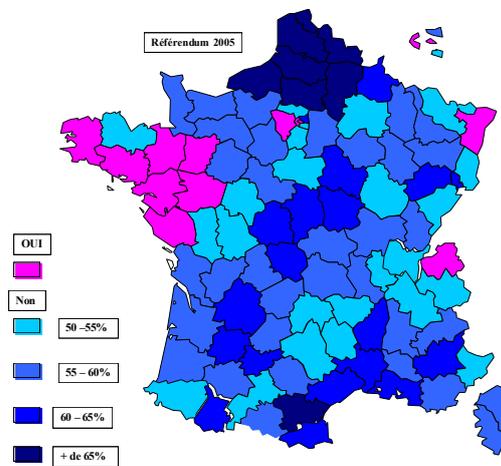
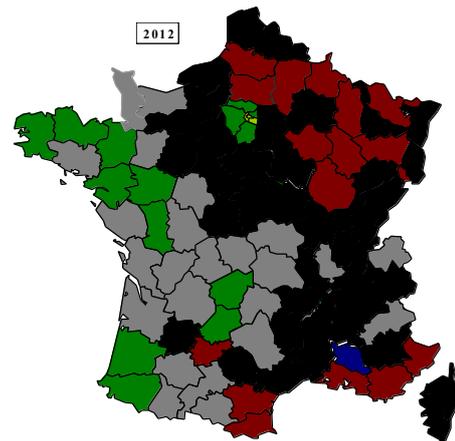
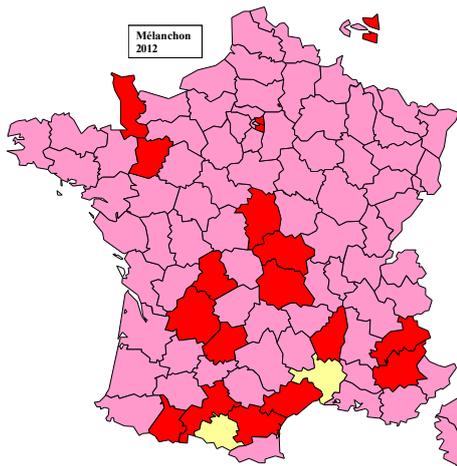
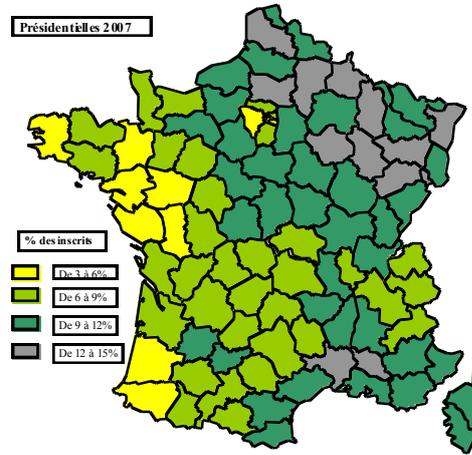
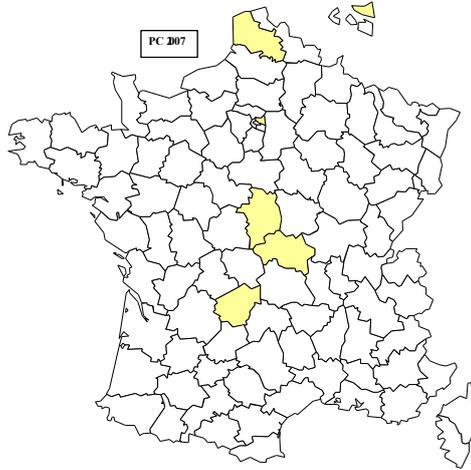
## Evolution comparée du PC et du FN Présidentielles 1981 - 1988



## Présidentielles 1995 - 2002



# Présidentielles 2007 - 2012 (Référendum 2005)



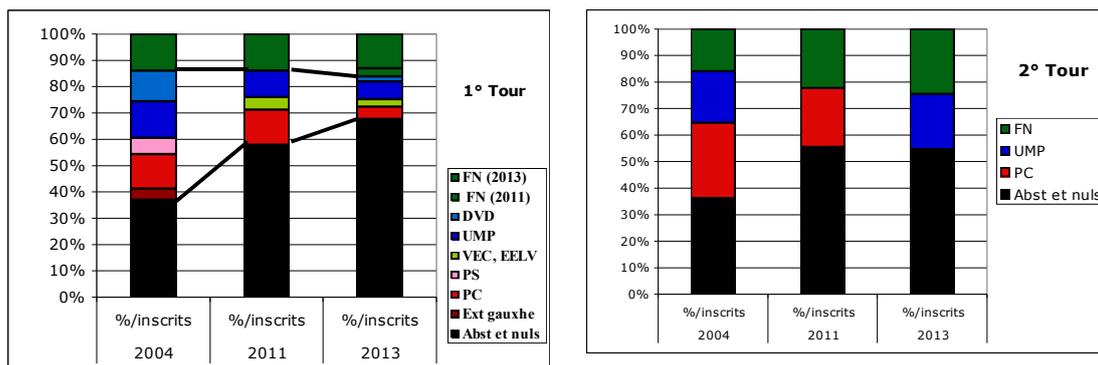
Si ces documents illustrent l'analyse faite précédemment, ils permettent de faire apparaître quelques données complémentaires, en particulier les cartes. La différenciation régionale permet de voir que l'implantation du FN obéit à des facteurs différents. D'une part, et c'est l'élément déterminant, de 1988 à 2012 ses meilleurs scores sont dans les anciens bastions communistes industriels et urbains (le Nord et le Sud Est), comme on peut les observer en 1981, mais pas dans ceux des zones rurales (grossièrement le Centre ouest). Mais il s'installe aussi dans l'Est, traditionnellement favorable à une droite autoritaire, où le PC était faiblement représenté. Par ailleurs, et c'est très révélateur, il fait un bide, comme le PC avant lui, dans l'Ouest, catholique, traditionnellement considéré comme conservateur, voire réactionnaire, les Chouans en quelque sorte. En fait, certaines valeurs morales ont fait passer cet électorat du MRP au PS, bref un certain centrisme légitimiste ; Bayrou, en 2007, y fait d'assez bons scores et le oui l'emporte en 2005.

A ce propos, il est intéressant que la carte du référendum de 2005, recoupe à peu près à la fois la carte FN à partir de 1988 ou celle du PC de 1981.

On ne va pas trop s'étendre sur les cartes de 2012, sinon pour confirmer, me semble-t-il la thèse des votes "contestataires". La verve gaulothorésienne de Mélenchon récupère les voix qui s'étaient portées, sans grande conviction, à l'extrême gauche, à Chevènement ou à Bayrou, lorsque ces deux derniers s'étaient présentés soudainement contestataires du système... Le regain de couleur de la carte PC ne fait pas pâlir la carte FN. Au contraire celui-ci progresse même dans les zones qui le boudaient jusqu'alors. En fait, les voix de l'un et l'autre se cumulent pour signifier leur opposition au système en place. Cet électorat, comprenant les abstentionnistes, s'inscrit bien dans la tradition populaire évoquée dès le début de cette étude. Mais s'il y a cumul de l'électorat, il y a incompatibilité entre les partis qui les représentent.

Il y a fort à craindre, avec le durcissement de la crise et le peu de crédit populaire du pouvoir en place, que l'abstention progresse encore davantage et que le FN prenne, cette fois totalement, la place occupée par le PC entre 1945 et 1981.

Parlons quand même de Brignoles. Certes, le canton de Brignoles n'est pas la France, et puis c'est dans le Var où le FN est dominant. Pas si simple. Là encore, l'examen des données chiffrées permet d'éviter les jugements à l'emporte-pièce.

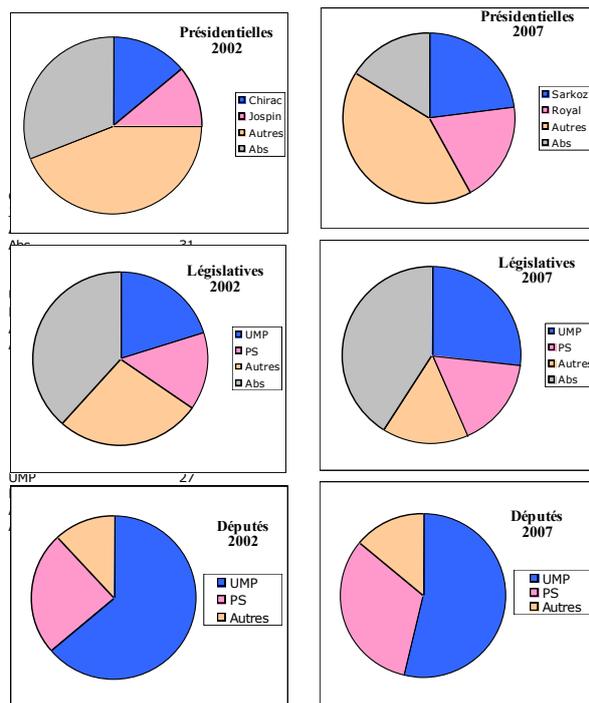


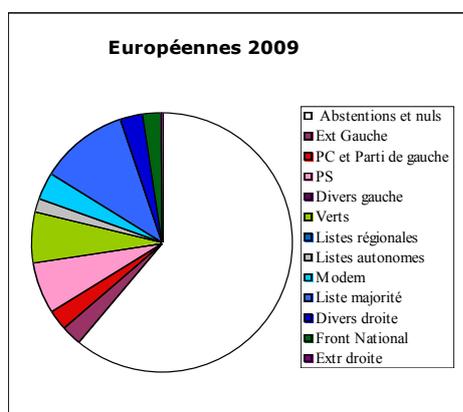
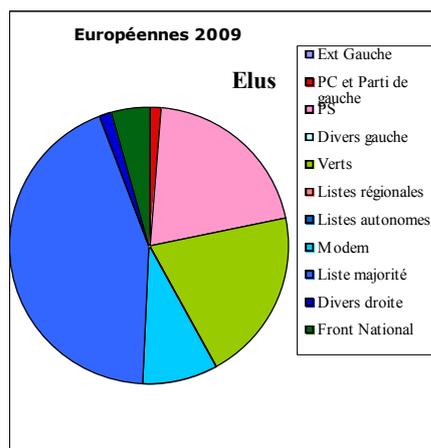
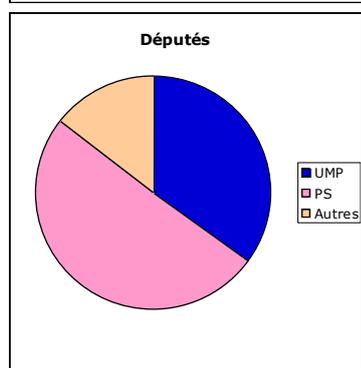
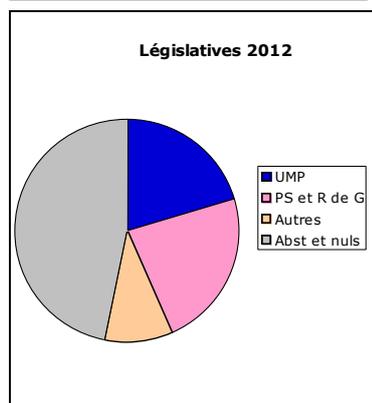
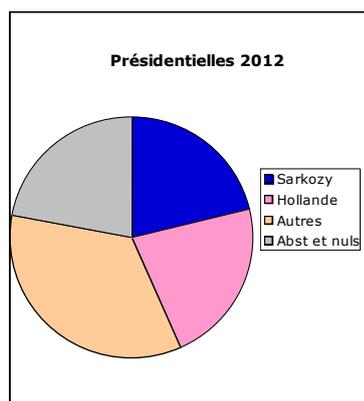
Le pire n'est jamais sûr, mais surtout il est peut-être souhaitable de repenser l'action politique sous d'autres formes que la simple participation aux élections. Il est urgent de déterminer les priorités de cette action, et savoir clairement où sont les vrais clivages idéologiques, dont on sait depuis un certain temps qu'ils ne recourent nullement la droite et la gauche mais traversent l'une comme l'autre, comme l'avait magistralement montré le référendum. Enfin, puisque élections il y aura encore, qu'au moins il y ait une réforme des systèmes électoraux pour que la représentativité soit un peu plus pertinente.

### 3. Représentativité et légitimité des élus.

Ignorant le phénomène structurel longuement, trop longuement mis en lumière ici, ou même voulant le contourner, les tenants de la démocratie moderne à l'anglo-saxonne ont tout mis en œuvre pour faire fonctionner la sacro-sainte bipolarisation. La présidentialisation du régime, en particulier avec le quinquennat et la prééminence de l'élection présidentielle sur les législatives, les systèmes électoraux et le discours médiatique, tout concourt à ne tenir compte que des partis gouvernementaux qui se sont pour l'occasion transformés en "vote machines", à l'instar des partis anglo-saxons. Loin d'éliminer le phénomène, cette bipolarisation artificielle n'a fait que l'aggraver et accroître la fracture entre ce qu'on nomme désormais la caste politique et ce qu'on appelait jadis le pays réel. Les élus, professionnalisés et essentiellement soucieux du maintien de leur emploi par la réélection, sont plus enclins à la prudence, voire à la démagogie, qu'à la réflexion sur les problèmes de fond. D'où l'absence de véritable débat lors des campagnes, les conflits de personnes ou de clans et le sentiment pour nombre d'électeurs de ne pas être représentés.

Inutile d'insister et d'argumenter davantage. Les diagrammes qui suivent permettent d'évaluer la distorsion entre l'expression populaire et la représentation aussi bien présidentielle que législative. Constat qui se confirme aussi bien au niveau départemental que communal et européen.





En 2012, "les autres" sont sureprésentés. D'une part le fort taux d'abstention et des accords électoralistes explique ce phénomène. Mais cela ne révèle pas une meilleure représentativité de l'électorat. Ainsi Eva Joly obtient 1,8% des inscrits et le parti Vert 1,9% aux législatives et ont 17 députés et deux ministres. Alors que Marine Le Pen obtient 14% des inscrits et le FN obtient 7,7% aux législatives et aucun député.

La mise à l'écart de près de la moitié du corps électoral, qui même quand il s'exprime voit nécessairement son vote servir d'appoint au second tour aux 2 grandes machines qu'il ne cesse de contester lors des 1<sup>er</sup> tours, ne peut que pousser vers une progression de l'abstention et le vote pour des candidatures plus radicales, quoi qu'on en pense par ailleurs, ou de nouvelles vedettes vite dépréciées.

Le coup de grâce fut donné lors du dernier référendum, où justement là il ne fut pas question de personnalisation, de paillettes, ni même de réflexe clanique droite-gauche, mais où il y eut un vrai débat sur l'objet précis de la question posée. La réponse fut sans ambiguïté. Conséquences : deux ans plus tard les trois principaux candidats à la Présidence étaient tous partisans du oui et la nouvelle Assemblée vota massivement en Congrès un texte, véritable papier collé de celui soumis à référendum. Les représentants du Peuple votèrent donc massivement un texte non moins massivement désapprouvé par le Peuple. De quoi en effet désespérer Billancourt.

Mais justement, le Peuple, en tout cas le monde du travail, ne peut plus être symbolisé par Billancourt. Il faudra, là aussi analyser finement les nombreuses et profondes modifications des structures économiques, sociales, territoriales et comportementales, et entre autres, la fin du mythe de l'ascenseur social et la paupérisation de la non moins mythique classe moyenne. Condition préalable pour émettre des hypothèses sur les nouvelles formes de participation politique vraiment démocratiques.